

Netanyahou provoquera-t-il la chute de Biden ?

Partage international n° 428 - Avril 2024

par Jeffrey D. Sachs

Le cabinet du premier ministre israélien Benjamin Netanyahou est rempli d'extrémistes religieux qui prétendent que la brutalité d'Israël à Gaza obéit au vouloir de Dieu.

Selon le livre de Josué de la Bible hébraïque, que les savants datent du VII^e siècle avant J.-C., Dieu promit la terre au peuple juif et il leur commanda de détruire les autres nations vivant sur la terre promise. Ce texte est utilisé de nos jours par les nationalistes extrémistes en Israël, dont beaucoup des quelques 700 000 colons qui vivent dans les territoires occupés de Palestine, en violation du droit international. Au XXI^e siècle, B. Netanyahou poursuit l'idéologie religieuse du VII^e siècle avant notre ère. De toute évidence, la grande majorité du monde actuel, y compris les Américains, n'est pas d'accord avec les zélotes israéliens. Le monde est bien plus intéressé par la Convention sur la prévention des génocides de 1948 que par les génocides prétendument ordonnés par Dieu dans le livre de Josué. Cette majorité n'accepte pas l'idée biblique selon laquelle Israël devrait tuer ou expulser les Palestiniens de leur propre terre. La solution à deux États est la politique de la communauté mondiale, telle qu'elle est entérinée par le Conseil de sécurité de l'Onu et par le gouvernement américain.

Joe Biden est pris entre plusieurs feux : celui du puissant lobby pro-israélien aux Etats-Unis, celui de l'opinion des électeurs américains et enfin celui de la communauté mondiale. À cause de la puissance du lobby pro-israélien et des sommes considérables qu'il déverse sur les campagnes politiques outre-Atlantique, Joe Biden essaie de ménager la chèvre et le chou : soutenir Israël sans toutefois cautionner l'extrémisme israélien. Le président et son ministre des Affaires étrangères, A. Blinken, espèrent attirer les pays arabes dans de nouveaux pourparlers de paix, avec la solution à deux États pour objectif lointain et quasi inatteignable. Dans ces conditions, les Israéliens radicaux feraient tout leur possible pour torpiller les négociations. J. Biden sait cela et espère le dissimuler derrière un processus de paix. Jusqu'à récemment, il espérait aussi que l'Arabie

saoudite serait tentée de normaliser ses relations diplomatiques avec Israël en échange d'avions de chasse dernier cri, d'accès à la technologie nucléaire et d'un vague engagement envers une solution à deux États.

Les Saoudiens ne l'entendent pas ainsi et l'ont fait savoir lors d'une déclaration, le 6 février : « *Le royaume appelle à lever le siège de Gaza, à l'évacuation des blessés civils, au respect du droit international ainsi que du droit humanitaire, et appelle à faire avancer le processus de paix en accord avec les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu et de l'Initiative de paix arabe, qui cherche une solution juste ainsi qu'à établir un État palestinien indépendant, suivant les frontières de 1967, ayant Jérusalem-Est pour capitale.* »

Au plan national, le président Biden affronte l'Aipac (le *Comité américain pour les affaires publiques israéliennes*, de son nom inoffensif), la principale organisation du lobby pro-israélien. Le succès de l'Aipac, qui dure depuis longtemps, consiste à transformer des millions de dollars de dons aux campagnes politiques américaines en milliards de dollars d'aide fournis par les Etats-Unis à Israël, soit un retour sur investissement impressionnant. Actuellement, l'Aipac tente de convertir environ 100 millions de dollars de financement pour l'élection présidentielle de novembre en un paquet d'aide supplémentaire de 16 milliards de dollars pour Israël. Jusqu'à présent, J. Biden coopère avec l'Aipac, alors même qu'il perd les jeunes électeurs. Un sondage du 21 au 23 janvier a révélé que 49 % des 19-29 ans considèrent qu'Israël commet un génocide contre les civils palestiniens. Seulement 22 % déclarent que dans le conflit israélo-palestinien, leurs sympathies vont aux Israéliens, contre 30 % pour les Palestiniens ; les 48 % restants répondant « à peu près égal » ou « pas sûr ». Enfin, seuls 21 % sont d'accord pour augmenter l'aide militaire à Israël. Israël s'est en fait complètement aliéné la jeunesse américaine.

Alors que Joe Biden a déclaré vouloir la paix sur la base de la solution à deux États, et a demandé une réduction des violences à Gaza, B. Netanyahou l'a superbement ignoré, poussant le président américain à le traiter d'idiot à plusieurs occasions. C'est pourtant le premier ministre israélien, et non J. Biden, qui mène le jeu à Washington. Alors que le président Biden et son ministre A. Blinken

s'inquiètent de l'extrême violence d'Israël, B. Netanyahu obtient des bombes et même le soutien total du président américain au sujet de l'aide de 16 milliards de dollars, sans condition ou ligne rouge américaine.

Situation absurde et tragique

Pour constater l'absurdité et la tragédie de la situation, il suffit de considérer la déclaration d'Anthony Blinken à Tel Aviv, le 7 février dernier. Plutôt que de mettre des limites à la violence d'Israël, rendue possible par les Etats-Unis, le ministre des Affaires étrangères a déclaré : « *Il revient aux Israéliens de décider ce qu'ils feront. Personne ne prendra ces décisions pour eux. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de montrer quelles sont les possibilités et comparer cela aux alternatives.* »

Puis, le 20 février, les Etats-Unis ont opposé leur veto à la proposition de résolution algérienne devant le Conseil de sécurité de l'Onu appelant à un cessez-le-feu immédiat. J. Biden a proposé une pauvre alternative préférant appeler à un « *cessez-le-feu dès que possible* ». Cela signifiera probablement qu'Israël qualifiera un quelconque cessez-le-feu d'« *irréaliste* ».

Joe Biden doit reprendre le contrôle de la politique étrangère américaine, capturé par le lobby israélien.

Les Etats-Unis doivent arrêter de soutenir les politiques extrémistes et illégales d'Israël. Ils ne devraient pas dépenser un dollar de plus pour Israël jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international, dont la Convention sur le génocide, et à une éthique digne du XXI^e siècle. J. Biden doit se ranger à l'avis du Conseil de sécurité appelant un cessez-le-feu immédiat ainsi que la solution à deux États, incluant la reconnaissance de la Palestine comme 194^e État membre de l'Onu, que les Palestiniens attendent depuis 2011. Les dirigeants israéliens n'ont pas montré le moindre scrupule à tuer des dizaines de milliers de civils innocents, déplaçant deux millions de Gazaouis et appelant au nettoyage ethnique. La Cour internationale de justice a déterminé qu'Israël est potentiellement en train de commettre un génocide. La Cour pourrait parvenir à un jugement définitif dans un an ou deux. L'Histoire retiendrait que Joe Biden a facilité un génocide. Il a pourtant encore la possibilité d'être le président américain qui a empêché un génocide.

Etats-Unis **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Sources : commondreams.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers